

La Bosnie, dix ans après: bilan à Genève

MONDE Conférence

■ A Genève, Micheline Calmy-Rey a plaidé hier en faveur de «réformes importantes».

Dix ans après les Accords de Dayton, Micheline Calmy-Rey a ouvert hier à Genève une conférence de deux jours sur l'avenir de la Bosnie. La réunion doit discuter des moyens de faciliter l'intégration du pays dans l'Union européenne.

Pour la conseillère fédérale, Berne entend maintenir son soutien à la Bosnie, à un



Micheline Calmy-Rey, cheffe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). (L. GUIRAUD)

moment crucial de son histoire. Depuis 1996, la Suisse a engagé près de 400 millions de francs pour l'aide à ce pays, a indiqué Mme Calmy-Rey.

Si les Accords de Dayton, signés en décembre 1995 à Paris, ont mis fin à une guerre de quatre ans et permis le retour d'un million de déplacés, «des réformes importantes doivent encore être mises en œuvre pour surmonter les divisions persistantes», a affirmé Mme Calmy-Rey.

La fragmentation du pouvoir, une bureaucratie pléthorique et la corruption dominent actuellement la scène politique et entravent le développement économique du pays.

(ats/réd.)

L'INVITÉ

Pour un nouvel élan en Bosnie et Herzégovine

Juillet 2005 marquera les dix ans déjà du génocide de Srebrenica. L'événement créait alors une onde de choc, enrayée par l'Accord de Paix de Dayton. Comment oublier aussi, un peu plus haut dans le temps, les sièges de Vukovar, de Dubrovnik et de Sarajevo, l'abomination des trois camps de Prijedor: Omarska, Keraterm et Trnopolje? L'horreur des crimes de guerre et des déplacements de populations? enfin, les multiples humiliations au quotidien?

Un coup de baguette magique ne suffit pas à effacer autant de blessures. L'inauguration l'an dernier du nouveau vieux pont de Mostar suscitait un légitime espoir, mais ne doit pas faire illusion. Alors que l'attention des médias et des politiques est captée par d'autres enjeux et d'autres pays, la Bosnie et Herzégovine laisse un amer goût d'inachevé. Les autorités bosniennes sont tout autant concernées que la communauté internationale — rappelons-le, fortement engagée dans la gestion du pays.

Nous avons pour notre part la ferme conviction qu'une Bosnie et Herzégovine démocratique et plurielle — évidemment intégrée à une Union européenne élargie — nécessite un réveil de la société civile et de la classe politique bosnienne. C'est la raison de notre engagement au sein d'un mouvement qui a vu le jour en 2003, et dont l'un des événements phares sera une Conférence internationale organisée par l'Association Bosnie et Herzégovine 2005 au Centre International de Conférences de

Genève (CICG) les 20 et 21 octobre 2005.

L'Accord de Dayton, imparfait sur bien des points, eut néanmoins le mérite d'imposer la paix, d'initier la reconstruction du pays et d'amener dans bien des domaines des progrès manifestes et irréversibles. Il est maintenant temps d'aller plus loin en mobilisant de façon plus large les acteurs bosniens eux-mêmes. D'où notre volonté de stimuler un processus de réforme endogène absolument indispensable pour placer la Bosnie dans l'orbite de Bruxelles.

Nombreux sont les experts appelant de leurs vœux une nouvelle constitution, voire un nouvel Accord de Dayton. Quand bien même une telle charte idéale existerait, elle resterait lettre morte en l'absence d'un consensus sur l'avenir du pays. Ce manque — qui en quelque sorte troue le futur de la Bosnie et Herzégovine et plonge ses citoyens dans une dépression permanente — s'explique par le fait qu'il n'existe pas — à ce jour — de volonté politique d'élaborer un projet de vie commun.

La Bosnie a besoin d'un Etat fonctionnel, efficace et, surtout, au service de ses citoyens. C'est sur cette base qu'il convient d'engager un processus de réforme de l'Etat impliquant les politiques bosniens eux-mêmes — option tout à fait réaliste si l'on se souvient des changements constitutionnels négociés en 2002 au niveau des différentes structures composant l'Etat suite à l'Accord Sarajevo-Mrakovica. Il ne s'agit donc pas dans



CHRISTOPHE SOLIOZ

avec

WOLFGANG PETRITSCH

Wolfgang Petritsch est ancien haut-représentant de la communauté internationale en Bosnie et Herzégovine et président du «Senior Advisory Board» de l'Association Bosnie et Herzégovine 2005
www.bosnia2005.org
 Christophe Solioz
 en est le directeur exécutif.

«Dix ans après Srebrenica, l'inaction et, trop souvent, la corruption des hommes politiques locaux gangrèment le pays»

l'immédiat de rédiger une nouvelle constitution; le défi que nous entendons relever est celui de générer un nouvel élan, de forger une volonté politique à même de dépasser les termes — et les limites — de l'Accord de Paix de Dayton, et de favoriser le passage d'un pays encore en partie sous la tutelle de la communauté internationale à un pays souverain, gouverné par des citoyens responsables.

La communauté internationale doit concevoir son action autrement: ne plus imposer, mais plutôt accompagner un processus de transition qui sera, à n'en pas douter, long et complexe. Conscient de cette nécessité, le Bureau du haut-représentant (OHR) de la communauté internationale s'est engagé depuis quelques années déjà dans un rôle de facilitateur — ce qui, en contrepartie, donne plus de responsabilités aux autorités bosniennes. Il convient aujourd'hui de poursuivre cette politique avec plus de détermination. De nouvelles charges incomberont ainsi aux Bosniens: non seulement la gestion pleine de leur pays, mais aussi le nécessaire dialogue politique et la recherche de solutions négociées.

En Bosnie et Herzégovine, la politique doit encore gagner ses lettres de noblesse: le bien commun à tous les citoyens doit servir ici de boussole. Certes, chacun a ses racines, appartient à une collectivité avec ses propres caractéristiques linguistiques, religieuses et culturelles. Il n'en demeure pas moins qu'en

tant qu'individus tous partagent les mêmes besoins et aspirations. L'unité dans la diversité, tel devrait être l'esprit du mouvement conduisant à l'intégration européenne.

Dix ans s'étant écoulés depuis la fin des hostilités, beaucoup de citoyens et d'observateurs étrangers peinent à comprendre l'inaction et, trop souvent, la corruption des hommes politiques locaux, l'absence d'un vrai service public dans le domaine de la santé, un système éducatif rétrograde et par endroits ségrégationniste, une situation économique préoccupante et, enfin et surtout, un chômage endémique poussant à l'exil une partie de la jeunesse du pays.

Ces problèmes doivent être abordés de front. Les différents groupes de travail mis en place par notre Association en Bosnie à l'automne 2004 ont précisément pour objectif de proposer des alternatives réalistes dans les domaines de la réforme de l'Etat, de l'économie, de la justice et de la sécurité, de l'éducation et de la culture.

Les résultats de travaux préparatoires menés en Bosnie et Herzégovine seront discutés à Genève en octobre 2005 par plus de deux cents experts réputés tant en Bosnie et Herzégovine qu'au plan international. Leurs recommandations seront ensuite rendues opérationnelles dans le pays. Par la mise en place de ce processus, notre initiative entend contribuer à un projet prometteur pour l'avenir de la Bosnie et Herzégovine.